

Développements macroéconomiques récents

L'économie angolaise a connu une croissance de 0,7 % en 2021, après une contraction de 5,40 % en 2020. Le revenu par habitant s'est contracté de 2,6 % en 2021 en raison du ralentissement de la croissance du PIB et de la forte croissance démographique, estimée à 3 %. La modeste croissance du PIB a été stimulée par la forte augmentation du prix du pétrole atteignant une moyenne annuelle, de 65,69 USD/baril, supérieure à celle de 39 USD/baril, utilisée dans le budget national. Le secteur pétrolier, qui représente 95 % des exportations de l'Angola, a connu des difficultés pendant la pandémie de COVID-19, avec une baisse du prix du baril allant jusqu'à 42,40 USD. Cependant, en 2021, le redressement du prix du baril et les recettes ont permis de diminuer le solde budgétaire à un excédent de 2,7 % du PIB contre un déficit de 3,8 % en 2020. L'augmentation des exportations de pétrole a porté l'excédent du compte courant à 11,4 % du PIB en 2021, contre 1,5 % en 2020, tandis que le ratio dette/PIB est passé de 135 % en 2020 à 95,9 % en 2021. Les recettes ont également bénéficié des réformes fiscales, notamment de la mise en œuvre de la TVA et des droits d'accises. Sous l'effet de facteurs liés à l'offre, l'inflation est restée élevée, à 25,7 % en 2021 et les réserves internationales se sont maintenues grâce à la hausse des exportations de pétrole à 8,1 mois de couverture des importations.

L'allocation de droits de tirage spéciaux (DTS) du FMI à l'Angola en 2021 équivalait à 1,0 milliard USD, dont une moitié a été utilisée pour renforcer les réserves internationales tandis que l'autre a été versée au trésor public. Les prêts non productifs du secteur bancaire représentaient 20 % des prêts bruts en octobre 2021, et le ratio d'adéquation du capital était situé à 23,1 %, au-dessus du seuil réglementaire de 10 %. La pandémie a entraîné une accélération des efforts pour mettre en œuvre le programme de transfert monétaire, mais le taux de chômage élevé de 34 % a éclipsé les tentatives visant à réduire la pauvreté, qui, en 2019, s'élevait déjà à 40,6 % de la population, et aura probablement augmenté pendant la pandémie.

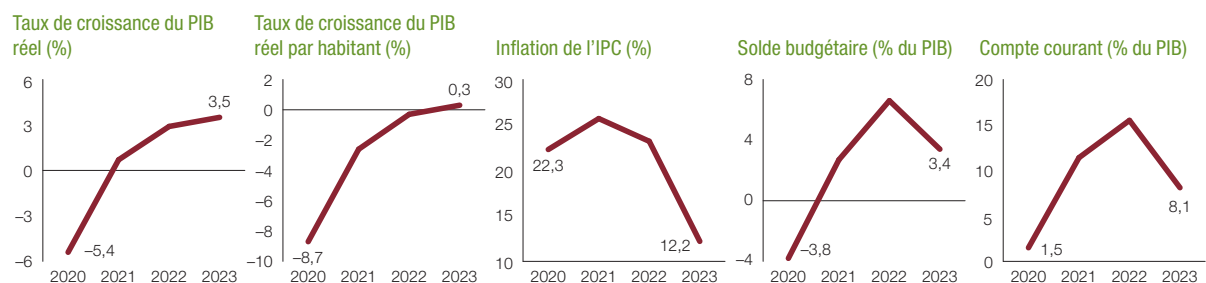
Perspectives et risques

Le redressement du prix du pétrole brut, d'environ 55 USD le baril en janvier 2021 à plus de 125 USD en mars 2022, en raison des tensions entre la Russie et l'Ukraine, a renforcé les recettes et amélioré les perspectives de croissance à moyen terme. En 2022 le PIB devrait augmenter de 2,9 %, tandis que

l'inflation devrait chuter légèrement à 23,2 %, suite à l'appréciation de 15 % du taux de change du kwanza par rapport au dollar en 2021 et à la mise en œuvre d'une politique monétaire stricte. Toutefois, le conflit entre la Russie et l'Ukraine a exercé des tensions sur les prix des produits alimentaires de base et sur l'inflation. Le principal risque à la baisse est la volatilité du prix du pétrole que le budget national de 2022 compte atténuer par l'établissement d'un prix prudent de 59,00 USD/baril. Si le prix du pétrole reste stable, un excédent budgétaire d'au moins 1,6 % du PIB est attendu, le ratio de la dette au PIB diminuant encore à 78,9 % et le compte courant restant positif, à 15,5 % du PIB en 2022. Si la hausse actuelle du prix du pétrole se résorbe, la volatilité du taux de change pourrait déclencher une accumulation de pressions inflationnistes, ce qui présenterait de nouveaux risques pour la reprise.

Changement climatique et options de politiques publiques

L'Angola figure au 23^e rang sur 180 pays dans l'IRC 2019, cependant, les sécheresses sont, depuis, devenues plus fréquentes et plus graves. En 2021, une sécheresse, la plus sérieuse depuis 40 ans, a affecté l'agriculture, principalement dans les provinces du Sud. Plus de 1,58 million de personnes devraient connaître des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë en mars 2022 à cause de la mauvaise récolte et de la pression inflationniste, selon le Cadre intégré de la classification de la sécurité alimentaire (IPC). L'Angola a élaboré la Stratégie nationale sur le changement climatique (2018–2030) qui établit une vision pour faire face contre le changement climatique, et a renforcé ses initiatives pour les engagements de l'Accord de Paris. Dans sa Contribution déterminée au niveau national (CDN), l'Angola s'est engagé à réduire ses émissions de gaz à effet de serre (GES) de 24 %, d'ici 2025. Pour y parvenir, il a établi l'Observatoire du climat et de l'environnement. Selon l'étude sur les effets macroéconomiques à long terme du changement climatique du FMI datant de 2019, dans un scénario où les GES ne seraient pas atténués, le réchauffement climatique pourrait, d'ici 2030, entraîner une perte de 0,71 % du PIB par habitant. D'autre part, l'investissement dans les énergies renouvelables (ER) se poursuit, notamment dans le secteur de l'électricité, les centrales hydroélectriques produisant plus de 60 % de l'approvisionnement national. Cependant, il existe un potentiel d'investissements privés naissants dans les énergies vertes, notamment dans les projets photovoltaïques hors réseau destinés aux communautés rurales.



Source : Les données datent de avril 2022 et proviennent des autorités nationales; données pour 2021 sont des estimations et données pour 2022 et 2023 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.